

Mesdames et Messieurs, Monsieur le Président du Campus Condorcet,

Nous sommes des étudiantes et des étudiants, enseignantes et enseignants, des chercheuses et des chercheurs, des BIATSS, des ITA, du Campus Condorcet. Nous avons découvert avec étonnement, pour ne pas dire malaise, que nous n'avions pas été convié.e.s aux vœux du nouveau président du Campus. Nous faisons pourtant partie des résidents et résidentes du campus, nous le faisons vivre par nos recherches, et nos enseignements, nos débats. Mais également par nos mobilisations ! En effet, depuis le 5 décembre, nombre d'entre nous sont en lutte contre le projet de réforme des retraites et le projet de Loi de programmation pluriannuelle de la recherche. De nombreux laboratoires du Campus [entre autres : l'IHEAL, l'IRIS, l'IMAF, le CEPN, le LADYSS, PRODIG, Pleïade, l'IDHES, le CEH, le CHS] ont également voté en Assemblée Générale, comme d'autres espaces de la recherche et de l'enseignement en France, des motions appelant à la grève de nos activités habituelles. Plusieurs Assemblées Générales du Campus se sont tenues pour nous fédérer sur notre site, car l'heure, de fait, n'est guère aux petits fours et au champagne !

Oui l'heure est grave : mardi soir, lors des vœux de la ministre Frédérique Vidal au musée de l'Homme, un de nos collègues et camarade, doctorant ici sur le Campus, a été victime à son tour, après tant de personnes mobilisées, d'une violence policière inacceptable. La police s'est attaquée à lui selon un mode opératoire devenu généralisé, depuis les violences contre les quartiers populaires jusqu'à celles mises en œuvre contre les Gilets jaunes. Un doctorant a été blessé à la tête et au visage alors qu'il ne faisait que manifester pacifiquement avec nombre de nos collègues, pour la défense du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ! Notre collègue et camarade a été blessé, cela ne sera pas pour rien : nous sommes plus que jamais déterminées à nous faire entendre partout, à voix haute, et sans céder à la logique d'intimidation du gouvernement.

Car nos métiers sont en grand danger ! Du fait de mutualisations incessantes de postes d'ITA dont le campus est lui-même un acteur important, du fait d'une précarisation des emplois arrimés à des projets et des contrats de court terme, de l'augmentation programmée des frais d'inscription à l'université ; nos conditions de travail et d'étude sont directement touchées au quotidien et seront encore plus détériorées dans le contexte de précarisation et de concurrence accrues que nous promettent M. Macron et Mme Vidal avec leur LPPR.

A nous comme à l'ensemble de la société, on nous souhaite de nous "libérer" du terrible carcan de nos droits sociaux et politiques, conquis par nos luttes passées. Nous sommes donc présents et présentes ici pour énoncer ce que nous souhaitons, nous, BIATSS, enseignantes et enseignants, chercheurs et chercheuses, doctorantes et doctorants, étudiants et étudiantes, précaires, travailleur.ses du campus, pour notre site et lieu de travail.

Ce campus s'installe dans des conditions difficiles : des conflits ont déjà eu lieu autour du temps de travail des personnels, les problèmes matériels se multiplient chaque jour et sont en butte avec une chaîne de sous-traitance qui rend leur résolution souvent impossible.

Le campus s'affichait comme "campus ouvert sur la ville" : or des grillages enferment d'ores et déjà les bâtiments, des barbelés seraient même en projet, l'accès aux étages est impossible sans badge. Des caméras surveillent les activités des personnels. Nous souhaitons, nous, un campus ouvert à toutes et à tous, un lieu producteur d'émancipation collective et de justice sociale. Nous souhaitons un lieu de partage du savoir au sein duquel salarié.es et étudiant.es peuvent s'organiser collectivement pour lutter pour leurs droits, leurs conditions de travail, d'étude et

d'existence, sans risquer d'être fiché.es et réprimé.s comme ce fut le cas de plusieurs salarié.es à l'Université Jean Jaurès de Toulouse, et sans risquer d'être maltraité.es par la police et arrêté.es comme ce fut le cas de plusieurs étudiant.es à l'Université de Nanterre.

Nous souhaitons l'autonomie de la recherche et de l'enseignement publics, garantis par un emploi stabilisé grâce au statut de fonctionnaire et dont le contenu se décide de manière collégiale en dehors des intérêts du monde de l'entreprise. Nous souhaitons une création massive de postes pérennes et de bonnes conditions de travail pour toutes et tous les précaires de l'enseignement et de la recherche, et les travailleurs et travailleuses du campus, contre le recours massif aux sociétés de sous-traitance qui créent des conditions de précarité toujours plus grandes. Nous souhaitons la mise en place d'un revenu étudiant qui permette à toutes et chacun de participer à la production et à la diffusion collectives des savoirs.

Notre souhaitons enfin continuer la résistance, aux côtés des travailleuses et travailleurs en lutte dans les transports, les hôpitaux, les tribunaux, l'énergie, les écoles, les collèges et les lycées et tant d'autres secteurs encore, du public comme du privé. Et nous souhaitons œuvrer à l'élargissement et au succès du mouvement social en cours. Un mouvement qui refuse absolument le démantèlement des droits sociaux et des services publics, la précarisation du travail, la dérégulation, la réduction des salaires au profit des actionnaires : un mouvement qui appelle au retrait de la loi sur les retraites et au retrait de la LPPR.

Pour y parvenir, nous organisons une prochaine Assemblée Générale du Campus le **31 janvier** et nous invitons toutes les personnes ici présentes à y participer !